L'agriculture dans une dynamique urbaine : Négociations autour d'usages du territoire

Agriculture in urban dynamics, transactions in land use policy

Bertille Thareau

*Ingénieur d'études, LARESS, ESA
55 rue rabelais BP 30748, 49007 Angers Cedex*

Résumé

L'étalement urbain s'accompagne d'une modification des usages du territoire : à proximité des villes, usages urbains et agricoles s'opposent ou se composent. Ces interdépendances renouvelées entre ville et agriculture induisent une transformation des politiques des collectivités locales. Parallèlement, les évolutions réglementaires incitent les agglomérations à une plus grande coopération avec les différents acteurs de leur territoire. Nous observons de fait l'émergence de processus d'échange différenciés entre acteurs agricoles et urbains. Quels sont les déterminants, les modalités et les enjeux de ces processus ? Nous esquisserons une typologie sur la base de processus observés autour de trois villes du Maine-et-Loire. De l'occultation de la question agricole dans la politique locale à la négociation d'un partage de la gestion de ressources territoriales, les situations observées donnent à voir la façon dont, à travers ces échanges, les rapports sociaux entre agriculteurs et élus locaux se transforment.

© 2006 Lavoisier, Paris. Tous droits réservés.

Summary

Urban spread is accompanied by an evolution of land use : around cities, urban and agricultural uses are opposed to each other, or sometimes intertwined. These renewed links between city and country dwellers induce a change in local policies. Legislation reforms encourage urban communities to cooperate more with the different parties involved in territory. Recently

*Adresse email : B.Thareau@groupe-esa.com

© 2006 Lavoisier, Paris. Tous droits réservés.

we have witnessed the emergence of different exchange processes between farmers and urban representatives. What are the determinants, the terms and the issues at stake of these processes ? We will describe and analyse the processes observed around three cities in the west of France. From negation of agricultural issues in local policy to the negotiation of a sharing of local resources, the situations observed show how the social relations between farmers and local councillors are changing.

© 2006 Lavoisier, Paris. Tous droits réservés.

Mots clés : politique locale, développement du territoire, périurbain, transaction sociale.

Keywords: urban communities, land use policies, urban spread, social transaction.

Introduction

L'urbanisation modifie les conditions d'exercice de l'agriculture sur les espaces à la périphérie des villes. Définie par Jean Rémy et Liliane Voyé comme « *processus transformant le rapport à l'espace des divers groupes sociaux* », l'urbanisation « *se caractérise par un accroissement des possibilités matérielles de mobilité spatiale* » (1981). Ce processus a amené un large développement de l'habitat et de l'activité industrielle autour des villes. Ce que d'autres nomment périurbanisation, étalement ou desserrement urbain induit ainsi des proximités et des pratiques spatiales nouvelles : les agriculteurs à la périphérie des villes côtoient quotidiennement des urbains qui s'approprient les campagnes urbanisées par le développement de pratiques spécifiques (résidence, circulation, promenades...).

Le contexte périurbain se caractérise ainsi par la coexistence d'usages divers, parfois concurrents. La notion d'usage, souvent mobilisée, renvoie à deux acceptions sensiblement différentes. Edith Chardon (1993) la définit comme une pratique, un acte ou un ensemble de gestes techniques, qui font partie de la vie quotidienne à une époque donnée dans une localité. Un usage répond à des normes, des règles, mais il est informel. Il s'oppose par exemple aux activités économiques ou de loisirs institutionnalisées. Un usage peut avoir une valeur économique (comme le braconnage) mais a avant tout une valeur sociale : il exprime l'appartenance à un groupe, la contestation ou la marginalité. Le conflit d'usage s'instaure quand l'accord tacite sur la légitimité d'un usage est rompu, c'est à dire quand un groupe modifie ou introduit une nouvelle pratique, relevant d'une conception différente de la norme et incompatible avec les pratiques usuelles. Cette acception de la notion d'usage éclaire certaines problématiques périurbaines. Le développement de pratiques de loisir variées - problème largement relayé dans les débats locaux mais aussi dans la littérature scientifique (Le Caro, 2002 ; Chardon, 1993) - introduit ainsi des utilisations nouvelles de certains espaces (bois, chemins) qui imposent des évolutions d'anciens usages. Il en résulte par exemple des conflits entre chasseurs et cueilleurs de champignons ou encore des récriminations d'éleveurs contre les pratiques des promeneurs (perturbation des animaux, barrières laissées ouvertes). Les oppositions entre anciens ruraux et nouveaux résidents quant à la gestion communale relèvent également d'une évolution des usages introduite par l'arrivée de nouvelles populations (revendications d'équipements communaux et de services versus habitude de limitation des dépenses communales) (Cadene, 1990).

Philippe Perrier Cornet (2001) propose une acception plus large de la notion d'usage, associant une vision consumériste de l'espace à une dimension symbolique. D'un côté il envisage l'espace rural comme le support de ressources diversifiées, utilisées par différentes catégories d'agents pour satisfaire certaines fonctions : de production, de consommation à des fins résidentielles ou de loisir et pourquoi pas fonction de non-usage à des fins de préservation de la nature. De l'autre, il propose d'y associer la notion de « figure » : « *catégorie simple de représentation qui permet de tenir des énoncés sur la dynamique des campagnes* ». L'usage d'un espace articulerait une représentation de celui-ci, des ressources et leur utilisation à des fins déterminées par des acteurs. Il distingue ainsi quatre grandes catégories d'usages de l'espace rural : productif, résidentiel, de plaisance et de nature. Cette deuxième acception permet d'envisager des problèmes périurbains de nature différente. Effaçant l'usager derrière quatre grandes catégories d'utilisation de l'espace ou de pratiques, elle permet de passer d'un cadre local à celui de l'aire urbaine, de pratiques informelles à des objets de débat institutionnalisés, de pratiques vécues, actuelles ou passées, à des projets, au devenir des territoires. Cette acception permet de penser les questions d'aménagement du territoire, qui constituent une problématique majeure pour l'agriculture en zone périurbaine. Les espaces affectés à un usage résidentiel (construction de logements) ou productif non agricole (zones d'activité économiques, infrastructures) sont de fait urbanisés et durablement exclus de tout usage agricole. Chaque année en France, 620 km² de prairies, landes, friches ou de cultures sont ainsi artificialisées (Ifen 2003). Cette affectation de l'espace s'accompagne aussi autour des villes d'une évolution des usages au sens normatif : les propriétaires fonciers modifient les conditions de fermage des terres susceptibles d'être urbanisées, les baux précaires se développent, le prix de location augmente (Jouve *et al.*, 2004).

Les processus à l'œuvre autour de ces articulations entre usages sur les espaces périurbains ont été renouvelés par les évolutions réglementaires récentes. Les réformes de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'intercommunalité des années 2000 et 2001 remodelent en effet localement les dispositifs d'aménagement et de développement des territoires; les espaces de projet sont redessinés autour des pôles urbains (Germain *et al.*, 2004). Les intercommunalités urbaines (Communautés d'agglomération, communautés urbaines) deviennent des institutions centrales dont l'un des premiers objets est l'écriture d'un projet de territoire (le projet d'agglomération) envisageant l'articulation entre les activités et usages des différents acteurs locaux. Pour ce faire elles invitent des représentants du monde professionnel et associatif à en discuter au sein d'une instance consultative : le conseil de développement. Ainsi certaines tensions entre usages ou projets d'usages sont mises en discussion. Les relations entre les responsables professionnels agricoles¹ et les élus locaux se construisent à travers ces scènes de débat institutionnalisées. Cet article vise à analyser *ces processus de dialogue*, la façon dont des acteurs institutionnels se saisissent des problématiques territoriales, la façon dont les porte parole des différents usagers, et particulièrement ceux des agriculteurs, relaient ces dynamiques parfois tendues voire conflictuelles autour d'usages du territoire, la façon dont finalement, les parties

¹ De fait sur les terrains d'étude, ce sont des élus de la chambre d'agriculture et des syndicats généralistes (FDSEA, Jeunes agriculteurs et Confédération paysanne) ou sectoriels (syndicat viticole) qui sont invités à ces scènes de débat.

prenantes à un débat institutionnalisé s'accordent ou non sur les usages du territoire périurbain, en termes de projets et de pratiques.

Les résultats que nous présentons ici sont issus d'une étude réalisée en 2003 auprès de trois Communautés d'Agglomération du Maine et Loire : Angers Loire Métropole, Communauté d'Agglomération de Cholet et Saumur Loire Développement (Germain *et al.*, 2004). Nous avons mené 27 entretiens sociologiques semi-directifs auprès d'élus des intercommunalités et des communes, d'agents des administrations intercommunales et de responsables professionnels agricoles² (cf. annexe). Notre enquête est intervenue pendant ou peu après la rédaction du projet d'agglomération de ces intercommunalités.

Nous décrirons d'abord les contextes agricoles et urbains des trois sites d'étude (2). Nous serons alors amenés à préciser le genre de concurrence ou de coopération qu'engendrent les évolutions d'usages localement. Nous analyserons ensuite les processus de discussion à l'œuvre dans les trois intercommunalités (3). Il s'agira alors de comprendre la diversité de traitement des problématiques agricoles dans ces scènes de débat et d'envisager les conséquences de ces processus sur les relations entre profession agricole et collectivités locales en terme de pouvoir.

1. Situations périurbaines : interdépendances entre usages productif, résidentiel, de plaisance et de nature...

La ville d'Angers et sa couronne périurbaine connaissent une croissance démographique et un développement urbain importants depuis plusieurs décennies (tableau 1). La croissance urbaine en « *doigts de gants* » (Humeau, 2004) a jusqu'à présent permis le maintien d'une structure urbaine mêlant zones d'habitat et d'activité et zones naturelles. En effet, située à la confluence du Loir, de la Sarthe, de la Mayenne et de la Loire, l'agglomération d'Angers est traversée par des zones humides non artificialisées. Une politique de ceinture verte menée par des communes à l'Est de l'agglomération a aussi permis de préserver des zones agricoles ou boisées proches de la ville. Pour les élus de l'agglomération, c'est l'accessibilité des espaces naturels qui fonde l'attractivité angevine, la préservation de cette « infrastructure verte » est ainsi un projet majeur de l'intercommunalité (Projet de charte de développement du pays d'Angers, 2003). Malgré tout les surfaces agricoles diminuent rapidement. Parallèlement, la Communauté d'Agglomération poursuit aussi un objectif de développement économique. Sur ce site, les différents usages du territoire s'articulent donc : les zones de résidence se développent, ainsi que les infrastructures de transport, d'activité économique. Ces usages résidentiels et productifs « urbains » s'opposent à un usage productif agricole de l'espace qui régresse rapidement. Sur les zones humides et les bords de rivières se développent des usages de nature et de plaisance qui composent avec l'agriculture en place.

² Le lecteur pourrait s'interroger sur l'absence des services de l'Etat dans notre travail. De fait notre objet se situe dans le prolongement d'un processus de décentralisation qui confère aux collectivités locales des compétences accrues en aménagement et développement des territoires. Cela a transformé les rapports entre collectivités locales et services de l'Etat (Thoenig, 1986). Pourtant, les acteurs de l'administration décentralisée n'interviennent pas dans les dialogues aboutissant à la rédaction des projets d'agglomération. La nature du projet d'agglomération pourrait expliquer cette absence. Il s'agit d'un dispositif et d'un document politiques et stratégiques : ils fondent l'intercommunalité, donnent les grandes orientations politiques locales et publicisent les compétences et les orientations de l'intercommunalité. La traduction technique de ce projet intervient par la suite, notamment à travers la rédaction des documents d'urbanisme.

Tableau 1 : Caractérisation des terrains

	Communauté d'Agglomération Angers Loire Métropole	Communauté d'Agglomération du Choletais	Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement
Nombre de communes	30	13	32
Population totale en 1999 (RGP)	259 957	79 533	61 339
Evolution de population 1982 - 1999 (RGP)	15,7 %	2,5 %	- 1 %
.....dont évolution dans la ville centre	11,2 %	- 2,4 %	- 7 %
.....dont évolution pour l'ensemble des communes sauf la ville centre	22,7 %	14,6 %	5,6 %
Densité 1999 (hab/km ² - RGP)	372	151	88
Population active des secteurs agricole, sylvicole, de la pêche et des industries agricoles et agroalimentaires en 1999 (RGP)	4 620	2 538	3 969
Part de l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire dans l'emploi total en 1999 (RGP)	4 %	6,6 %	14,8 %
Evolution du nombre d'exploitations agricoles professionnelles 1979 - 2000 (RGA) (La moyenne départementale est de - 44 %)	- 55 %	- 43 %	- 46 %
Evolution de la Surface agricole utile des exploitations des communes 1979 - 2000 (RGA) (La moyenne départementale est de - 10%)	- 22 %	- 11 %	- 11 %

Les deux autres agglomérations étudiées sont centrées sur des villes plus petites, au développement moins rapide ou connaissant une légère récession, elles montrent tout de même des problématiques similaires.

Cholet est une ville moyenne dont la croissance démographique et urbaine est faible. Bien que moins importante qu'à Angers, l'artificialisation de l'espace nuit à l'usage productif agricole. Cette problématique n'est pourtant pas envisagée par les acteurs locaux. La filière bovine apparaît structurante localement. Quatre éléments y contribuent : les autres secteurs de l'économie choletaise connaissent aujourd'hui des incertitudes ; Cholet est au cœur d'une zone d'élevage bovin ; un marché aux bestiaux participe à l'animation et à la notoriété de la ville tandis que les nombreuses entreprises agroalimentaires participent largement à l'emploi et à l'économie dans l'agglomération (tableau 1). Le rôle de l'agriculture dans l'économie locale est donc unanimement reconnu. Mais ici aussi les relations entre la profession agricole et la Communauté d'Agglomération sont structurées autour d'une tension centrale : urbains et agriculteurs s'opposent pour la gestion de la ressource en eau. L'eau de surface alimente la ville en eau potable, alors que les activités agricoles environnantes affectent sa qualité. L'émergence de revendications urbaines quant à la qualité de l'eau modifie les relations entre collectivité locale et agriculture, jusqu'alors marquées par une synergie remarquable et instaure un objet de négociation.

Saumur, la troisième ville étudiée, connaît un léger déclin démographique et une urbanisation modérée. La compétition entre usages résidentiel et productif agricole est largement contrainte par un plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) et par la présence de zones viticoles en AOC. En effet, à proximité de la ville, presque tous les espaces non urbanisés sont réservés à un usage agricole, réglementairement (PPRI) ou par un accord politique tacite fondé sur la reconnaissance de la valorisation économique et touristique de l'activité viticole. C'est plus loin, à une dizaine de kilomètres, que la pression urbaine pèse sur les autres usages de l'espace. C'est sur ce site que l'usage de plaisance est probablement le plus développé. L'économie saumuroise est fondée sur le tourisme. Dans ce domaine, des coopérations ponctuelles sont mises en œuvre par le syn-

dicat international de tourisme de la région saumuroise entre des agriculteurs et la collectivité. Moins que des tensions entre usages, il s'agit ici de compositions bénéfiques : le développement des usages de plaisance permet de valoriser certaines activités agricoles (viticulture, champignons) à des fins de loisirs.

De manière générale les territoires périurbains sont des lieux d'étude privilégiés des *tensions* entre usages. Ici, elles apparaissent nombreuses et variées : des *oppositions* entre usage résidentiel et productif agricole sont toujours présentes – bien que diversement reconnues –, différents usages productifs s'opposent (zones d'activités économiques et infrastructures versus agriculture), des usages de plaisance et de nature se surimposent souvent sur une partie de l'espace entourant les villes. Mais les articulations entre usages, généralement subsumées sous le terme générique de tensions correspondent à des réalités contrastées (Torre *et al.*, 2005). Certains usages relèvent d'une affectation exclusive du sol : industrie, habitat, infrastructures ou agriculture ne peuvent évidemment pas coexister sur un même espace. D'autres usages se fondent sur une jouissance non exclusive d'autres ressources territoriales : les usages de plaisance – importants autour de Saumur et d'Angers – utilisent les chemins, le paysage ou encore un patrimoine attaché au territoire (comme la spécificité des vins de Saumur par exemple) ; l'usage de préservation observé au Nord d'Angers se centre sur la biodiversité et le paysage ; enfin les usages agricole et résidentiel interagissent à Cholet autour d'une ressource partagée : l'eau. Nous parlerons de tension quand l'articulation entre usages est problématique, c'est le cas quand le développement d'une catégorie d'usage sur un espace impose la régression d'une autre ou l'évolution des pratiques d'autres usagers de cet espace. Localement, les tensions majeures entre l'agriculture et les autres usages de l'espace périurbain (résidentiel, de plaisance) concernent l'affectation du sol et la gestion de la ressource en eau. Par ailleurs la coexistence de différentes catégories d'usages peut générer des effets positifs sur l'une et l'autre de ces catégories d'usages. Nous parlons dans ce cas de composition entre usages. C'est le cas dans le Saumurois où le développement du tourisme promeut l'agriculture locale et où, inversement, la notoriété des produits agricoles participe à l'attractivité touristique du territoire.

Ces interdépendances entre catégories d'usages correspondent à des situations diverses d'interaction entre usagers. Dans le cas de compositions entre usages, certains acteurs coopèrent effectivement, mais le plus souvent il s'agit d'une interdépendance où l'activité de l'un profite du développement de l'activité de l'autre, sans qu'il y ait de travail en commun. Dans le cas de tensions entre catégories d'usages, les situations concrètes sont très variées. Quand par exemple des terres agricoles sont urbanisées, l'agriculteur exproprié ou expulsé se voit convoqué à une négociation où du fait de l'asymétrie de pouvoir entre lui et l'acquéreur, sa marge de manœuvre est particulièrement réduite. Les tensions entre usages agricole et résidentiel ou de plaisance se traduisent localement par l'établissement de compromis pratiques entre usagers et l'évolution des usages au sens normatif (Chardon, 1993). Il s'agit par exemple d'éviter de mettre des animaux dans les prés longés par des chemins, de planifier les épandages en fonction des rythmes de vie des riverains etc. Ces évolutions préventives des pratiques agricoles visent à éviter tout conflit. De fait ces tensions se traduisent rarement par des conflits entre usagers (Le Caro, 2002 ; Torre *et al.*, 2005). Enfin la tension que nous avons identifiée à Cholet autour de la ressource en eau correspond à une situation encore différente. Les usagers, agricul-

teurs ou consommateurs d'eau ne posent pas la qualité de l'eau comme un problème, ce sont leurs porte parole, responsables professionnels de la Chambre d'Agriculture et élus locaux, qui négocient des évolutions pratiques pour préserver la ressource en eau (limites de captage et traitement de l'eau, pratiques agricoles).

Cette première description des contextes fait apparaître deux niveaux d'analyse des dynamiques périurbaines : l'une s'attache à comprendre comment les usagers accordent leurs pratiques, l'autre envisage à l'échelle du territoire intercommunal les discussions et arbitrages autour d'affectations du sol et de projets d'usage principaux. C'est cette deuxième approche que nous privilégions : la partie suivante s'attache à analyser l'émergence des problématiques relatives à l'agriculture, les formes d'argumentation développées par les différents acteurs et la façon dont ces discussions modifient ou non les rapports de pouvoir entre profession agricole et collectivités locales.

2. Les formes de discussion institutionnelles

Les trois terrains d'observation présentent des situations institutionnelles à première vue similaires. Les villes centre ont récemment impulsé la constitution de Communautés d'Agglomérations. Ces intercommunalités ont choisi des compétences semblables, du moins pour ce qui concerne le développement économique, l'urbanisme, l'espace rural et l'environnement. Sur un plan organisationnel, des Conseils de Développement sont mis en œuvre. Assemblées consultatives, ils permettent l'expression de la société civile, des associations et de représentants professionnels sur les projets des élus. Ils constituent des lieux de prise de parole encadrés par l'institution intercommunale - ce que Michel Callon (2001) qualifierait d'extension du dispositif de démocratie représentative, visant à contenir des protestations contre le manque de considération des préférences citoyennes par les élus -. Les processus de discussion observés ne constituent donc pas une remise en question du dispositif de démocratie locale. Pourtant, à travers eux et au sein de dispositifs de consultation assez classiques, des représentants de l'agriculture opèrent une transformation différenciée selon les territoires des rapports entre profession et collectivités locales autour de questions d'aménagement du territoire.

Les formes de discussion sont variées. La place de l'agriculture dans l'élaboration des projets de territoire fait parfois apparaître des processus de transaction sociale entre Communautés d'Agglomération et organisations professionnelles agricoles. Pour Jean Rémy et Liliane Voyé, qui reprennent ce concept en 1981, la transaction sociale permet de « *comprendre le rapport social et la structuration des échanges qui interviennent entre positions sociales inégalitaires en vue de reproduire ou de transformer les orientations sociétales* ». (...) Les échanges entre partie-prenantes se structurent autour d'un enjeu dominant, et « *c'est à partir de cet enjeu qu'est déterminée la hiérarchie des ressources et des capitaux attribués à chacun d'entre eux* ». La spécificité de ce concept est de cerner des processus flous : contrairement à la négociation où les parties prenantes formulent des buts précis, les acteurs de la transaction sociale s'engagent dans un dialogue dont ils présentent l'enjeu en terme d'évolution des rapports sociaux mais dont le déroulement est incertain. De fait, la rédaction d'un projet d'agglomération est généralement l'occasion d'échanges entre représentants de la profession agricole et des collectivités locales. Les

résultats de ce dialogue et leur traduction pratique ne sont pas formalisés *a priori*. Ces échanges se structurent autour d'enjeux différents selon les situations : affectation et gestion des sols, qualité de l'eau, tourisme... Ces échanges amènent les acteurs à se situer et à défendre leurs rôles respectifs vis-à-vis de ces enjeux territoriaux, c'est-à-dire à discuter de la signification de l'agriculture dans le projet de territoire et du partage de la maîtrise des ressources territoriales entre agriculteurs et collectivités locales.

Bien que les situations institutionnelles des trois communautés d'agglomération étudiées soient similaires, bien que des tensions entre usages urbains et agricoles assez comparables s'y opèrent, nous observons l'émergence de processus différenciés : l'occultation de l'agriculture dans le projet intercommunal à Saumur l'énonciation d'un consensus pratique antérieur à Cholet et la négociation d'un consensus multidimensionnel dont la mise en œuvre reste incertaine à Angers.

2.1. Saumur : tensions cherchent porte parole...

Ni sur le plan de l'aménagement du territoire, ni sur le plan économique ou environnemental les acteurs urbains n'associent l'agriculture à leur projet. Sur le plan touristique, des coopérations ponctuelles sont mises en œuvre par le syndicat international du tourisme de la région saumuroise entre des agriculteurs et la collectivité. Mais ce lieu de convergence entre les intérêts de la collectivité locale et de l'agriculture n'est pas pensé par les élus de la Communauté d'Agglomération dans le cadre d'un projet de coopération territoriale plus englobant.

2.1.1. L'occultation de l'agriculture dans le projet intercommunal

L'autonomie des collectivités locales et du monde professionnel agricole nous a surpris, d'autant plus que les agriculteurs sont bien représentés au sein des communes de l'agglomération³, quelques représentants professionnels siègent également au Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération et du futur Pays. Ces représentants professionnels, comme les élus, affirment l'importance locale de l'agriculture en termes d'emploi, d'activité économique, d'entretien du territoire et de paysages variés. Ils reconnaissent la diversité des usages des espaces et des produits agricoles : qui participent au développement touristique, qui sont le support d'usages récréatifs, culturels. Cependant, aucun n'envisage d'intégrer la dimension agricole dans le projet de territoire. Ils expliquent cette absence par deux arguments : l'agriculture n'est pas une compétence de la Communauté d'Agglomération, cette dimension sera envisagée dans le projet de Pays qui englobera la Communauté d'Agglomération et d'autres intercommunalités plus rurales. Autrement dit les élus et administratifs des collectivités locales reconnaissent l'existence et l'importance d'usages de plaisance de l'espace agricole, ils soulignent aussi souvent la capacité de l'agriculture à entretenir le territoire ou à préserver l'environnement ; mais bien que ces usages relèvent de compétences de l'agglomération, ils ne cherchent pas à

³ Près de 90% des conseils municipaux de cette Agglomération comptent au moins un élu agriculteur. C'est du même ordre de grandeur que sur la Communauté d'Agglomération de Cholet et nettement supérieur à la situation angevine où seulement 60% des conseils municipaux comptent au moins un élu agriculteur.

spécifier des formes de gestion propres à les favoriser sur les espaces agricoles. La diversité des usages sur un même espace n'est de fait pas traduite en terme de projet de développement.

2.1.2. La compétition foncière ne constitue pas un problème pour les représentants agricoles

L'absence de l'agriculture comme objet de discussion nous semble aussi s'expliquer par le concernement des acteurs mobilisés. A Angers ou Cholet, un objet de transaction se constitue quand la maîtrise ou le mode de gestion d'un espace ou d'une ressource par l'agriculture pose problème à la collectivité locale et inversement, quand la gestion d'un espace ou d'une ressource par la collectivité gêne les projets agricoles. Le premier niveau de la transaction réside donc dans la reconnaissance par l'un ou par l'autre des porte parole des différents groupes d'acteurs d'une interdépendance gênante ou, mais cela nous semble plus rare, bénéfique. Par exemple, l'artificialisation de l'espace contraint l'intention des agriculteurs de maintenir leur activité autour d'Angers, cette interdépendance est vécue par certains responsables professionnels siégeant au conseil de développement dans le cadre de leur activité agricole ou de leurs responsabilités professionnelles. Le lien entre reconnaissance d'une interdépendance et concernement des porte parole participants à la transaction est également visible autour de la question de l'eau à Cholet (une élue agricultrice de Cholet est également concernée par le respect des normes de qualité de l'eau au titre de ses responsabilités à la Chambre d'Agriculture), citons encore le concernement spécifique d'élus de l'agglomération angevine impliqués dans le portage du dossier de reconnaissance du pôle végétal comme pôle de compétitivité par l'Etat. Dans tous les cas la reconnaissance de l'interdépendance des projets urbain et agricole est portée par des participants particulièrement concernés et fonde ensuite la transaction.

Des interdépendances existent dans le Saumurois : le tourisme se fonde en partie sur une valorisation du patrimoine agricole local, mais surtout, l'urbanisation menace l'agriculture au-delà de zones protégées par les AOC ou les risques d'inondation. Pourtant les participants aux institutions intercommunales n'envisagent pas ces liens comme problématiques. Beaucoup d'agriculteurs participent à l'intercommunalité : élus locaux ou membres du Conseil de Développement. Ils sont pour la plupart viticulteurs, parfois maraîchers. Ils envisagent les terres sur lesquelles s'exerce la pression urbaine (des terres de grandes cultures) comme des terres de moindre valeur agricole. Les autres élus adoptent le même point de vue, et de fait, aucun ne ressent le besoin de construire la question de la compétition foncière comme un problème agricole à opposer au projet de développement intercommunal.⁴ Une tension entre usages semblant *a priori* de nature conflictuelle, ne fait donc pas toujours l'objet d'un conflit vécu, construit et porté par les acteurs locaux.

⁴ Des élus de communes périurbaines précisent ce que sous-tend la notion de valeur agricole des terres. Il s'agit de qualité intrinsèque du terroir mais aussi d'investissements (drainage, irrigation, vignes) : « On a une vallée de l'Authion qui a été assainie, qui a été restructurée, qui a été améliorée, qui a coûté fort cher et qui coûte encore fort cher et c'est dommage d'y faire que des céréales, du maïs. ». Cette valeur est également mesurée par les caractéristiques économiques et sociales de l'activité agricole proprement dite : « Les céréales c'est bien, mais le jour où j'aurais plus que des céréales sur Vivy, on fait deux cent hectares, une personne fait deux cent hectares, il n'y a pas de valeur ajoutée et il n'y a pas de main d'œuvre. » (élu d'une commune maraîchère). Enfin, ce qui fonde le sentiment de moindre valeur de terres céréalières est le fait qu'elles sont moins nécessaires au maintien de l'exploitation de des terres de vigne ou de maraîchage : « C'est pas 1,5 ha de terres – et non de vignes – qui mettent en péril une exploitation » (élu d'une commune viticole)

Ces observations invitent à discuter l'hypothèse de Gaxie posant un lien entre l'origine sociale de l' élu et la hiérarchie de légitimité qu'il effectue entre sujets traités (Gaxie, 1996). La qualité d'agriculteur ou une socialisation primaire dans le milieu agricole de nombreux élus et représentants professionnels n'aboutit pas à une légitimation de la défense de l'agriculture comme sujet à discuter dans le cadre du projet d'agglomération saumurois. De fait, l'agriculture est diverse et la perception des enjeux de l'agriculture n'est pas *a priori* uniforme. En l'absence d'une construction collective d'une volonté professionnelle, on peut observer des objets et des niveaux de concernement différenciés au sein des agriculteurs. C'est probablement le cas à Saumur.

2.2. De l'importance de la structuration sociale des institutions locales, l'intégration agricole à Cholet

Autour de Cholet, le mode de participation des agriculteurs à la collectivité et l'histoire de leur relation confère à la transaction une forme très spécifique. Il y a vingt ans déjà, alors que les élus locaux étaient pour la plupart des agriculteurs, les communes choletaises se sont associées autour d'un projet agricole. Elles ont constitué un syndicat intercommunal dont l'objet central était l'aménagement et le développement de l'espace rural. Chacune des actions de ce syndicat, visant souvent la poursuite du développement de l'agriculture locale, est l'objet d'une discussion qui renouvelle le consensus quant au but de la politique intercommunale et au rôle de l'agriculture localement : base de filières économiques et garante du paysage et de l'identité locale. Au sein de ce syndicat, une différenciation s'est progressivement opérée, les élus agriculteurs devenant moins nombreux. Sans que le rôle de l'activité agricole soit remis en cause, les objets de la politique collective sont devenus moins centrés sur l'agriculture.

2.2.1. Des médiations internes

Ce syndicat intercommunal a été dissout à l'occasion de la création de la Communauté d'Agglomération. Cette nouvelle intercommunalité prolonge ce processus de coopération en diversifiant les compétences intercommunales. L'agriculture, toujours présente, y occupe aujourd'hui une place moins importante. Une élue agricultrice maintient et oriente la politique agricole de la Communauté d'Agglomération. Véritable médiatrice, elle est l'articulation entre collectivité locale et agriculteurs autour du problème de la maîtrise de la ressource en eau. Attachée au maintien de l'aide de l'intercommunalité à l'agriculture, elle opère la traduction nécessaire des revendications urbaines quant à la qualité de l'eau en termes d'évolution des pratiques agricoles. La transaction prend moins la forme d'une confrontation entre groupes d'acteurs que d'une proposition de compromis pour la gestion d'espaces ressources à la fois pour l'agriculture et pour la ville.

« Les agriculteurs ont toujours été présents au sein des conseils municipaux. Il y a toujours eu des rapports étroits entre agriculteurs et conseils. Ils n'étaient pas toujours maire ou adjoint, mais c'est rare quand il n'y avait pas 1 ou 2 agriculteurs conseillers. (...) Par exemple Mme H. est agricultrice, conseillère et adjointe sur Cholet. Ils ne sont pas nombreux, et c'est elle qui s'occupe de tout ce qui est agricole sur la ville et sur l'agglo. Elle est très présente. Ça dépend aussi des personnes. Le jour où elle part, peut être que le soufflet retombera un peu et que l'agriculture sera au rang que lui attribuent des collectivités telles qu'Angers ou Saumur. » (Chargée de mission à la Communauté d'Agglomération)

Ici, la structuration sociale des institutions détermine la forme de la transaction. La participation des agriculteurs à l'institution est particulièrement efficiente du fait de l'homogénéité de l'agriculture locale et de la présence d'agriculteurs à tous les niveaux de l'institution intercommunale (élus communaux et vice président de l'agglomération). De ce fait l'expression professionnelle est largement relayée au sein même de la collectivité locale. Nous verrons que ce n'est pas toujours le cas, notamment à Angers où cette expression est l'objet d'un dialogue entre communauté d'agglomération et organisations professionnelles. A Cholet, les relations entre institutions locales et professionnelles agricoles existent tout de même, mais leur objet n'est pas de discuter le projet de territoire comme à Angers, c'est un partenariat pratique restreint à sa mise en œuvre.

2.2.2. Vers l'évolution du partage de la maîtrise d'une ressource

La situation choletaise montre également l'enjeu des transactions à l'œuvre au sein des intercommunalités urbaines. Le but de la transaction est l'évolution de la maîtrise d'une ressource ou d'un espace. De ce fait, le processus de transaction n'a de sens que dans la mesure où l'un et/ou l'autre des groupes d'acteurs a la capacité d'agir sur la tension entre leurs usages interdépendants de l'espace. Dans le cas angevin, l'interdépendance foncière est maîtrisée par les collectivités locales, la détermination de l'occupation des sols relève de leur compétence (d'un point de vue juridique). La profession agricole fait valoir la menace que représente l'artificialisation de certaines terres pour le maintien de sa capacité à entretenir le territoire, dans le but d'accéder à un partage de la gestion de l'occupation du territoire. En revanche, dans le Choletais, la maîtrise de la ressource en eau est partagée : d'un côté les éleveurs, malgré les contraintes réglementaires croissantes, gardent la maîtrise de leurs productions et de leurs pratiques, ils peuvent mettre en œuvre plus ou moins rapidement la réglementation communautaire ou choisir d'adopter des pratiques ayant moins d'effets sur la qualité de l'eau ; de l'autre côté, la communauté d'agglomération pourrait limiter certaines pratiques agricoles sur les espaces en jeu au travers des documents d'urbanisme. Le but poursuivi par l'agricultrice élue, médiatrice de la transaction, est de faire évoluer les pratiques des agriculteurs de manière à ce que la Communauté d'Agglomération ne mette pas en œuvre de contrainte d'urbanisme qui grèverait le développement et même le maintien des producteurs localement. Dans un cas comme dans l'autre, le but de la transaction est le partage de la maîtrise d'une ressource ou d'un espace. Cela peut se traduire par l'introduction de nouvelles modalités de gestion d'une ressource par un groupe d'acteurs jusque-là extérieur à sa maîtrise. Dans le cas Choletais, il s'agit plutôt d'une transaction entre acteurs ayant une maîtrise partielle et différente d'une ressource territoriale pour l'évolution des buts et des modalités de sa gestion.

2.3. Multifonctionnalité et diversité des agricultures, variations argumentaires à Angers

Le projet intercommunal angevin confère une place remarquable à l'agriculture : l'activité horticole apparaît d'abord comme la base du premier pôle économique de l'agglomération, objet d'un projet de promotion et de développement intercommunal ; de plus, l'agriculture, et plus particulièrement les activités d'élevage des zones humides, est considérée comme nécessaire à l'entretien de « l'infrastructure verte » de l'agglomération, ses rôles d'entretien des paysages et de préservation des écosystèmes fragiles sont affirmés.

2.3.1. Convergence entre projet de territoire et ambitions agricoles

L'affirmation du rôle de l'agriculture dans le projet de développement de l'agglomération angevine constitue une mutation du point de vue urbain. Sa prise en compte a évolué au cours des années 1990, à l'occasion de l'écriture des schémas directeurs de 1990 et 1996 et surtout pour le projet d'agglomération (2000). Ces projets ont été des moments d'élargissement des coopérations intercommunales où des élus de communes très différentes ont dû négocier un projet et des modes de fonctionnement communs. Parmi les participants à la Communauté d'Agglomération, beaucoup expliquent l'émergence d'une considération pour l'agriculture par l'arrivée de maires ruraux. L'origine sociale de ces maires ainsi que la défense des intérêts de leurs électeurs agriculteurs ont probablement été des facteurs majeurs de la légitimation de l'inscription de l'agriculture dans les premiers projets intercommunaux. Cela est moins vrai dans le cadre de l'écriture du projet d'agglomération. La base électorale agricole s'est amenuisée et les maires sont plus rarement d'origine agricole. Au contraire, certains maires qui se disent ruraux, s'opposent au projet intercommunal de densification urbaine en défendant une certaine vision du cadre de vie rural sur leurs communes (habitat peu dense) (Thareau, 2005). Ce faisant ils promeuvent une forme d'étalement urbain fragilisant le maintien de l'agriculture. De fait l'attractivité résidentielle devient un enjeu de plus en plus central dans la politique intercommunale. Elle est en effet perçue comme un facteur majeur de développement économique, et ce pour deux raisons : d'une part le cadre de vie participe au choix d'implantation des entreprises, d'autre part les populations résidant sur l'agglomération induisent une économie résidentielle importante (services). Le cadre de vie devenant une problématique majeure, la question de la qualité et de la préservation des espaces, et notamment des espaces ruraux, prend de l'importance. Cette préoccupation rencontre les injonctions publiques à un développement durable (loi SRU). Ainsi le projet d'agglomération, propose une densification de l'habitat et le maintien d'espaces agricoles et/ou naturels. Loin d'être consensuel, il rencontre paradoxalement plus de soutien de la part des élus de communes urbaines que des élus « ruraux ».

« Q- Qui porte cet enjeu fort, qu'il y a à préserver l'agriculture qui est omniprésent dans le projet d'agglo ?

R- Il est apparu, tel que je l'ai ressenti, plus comme une richesse de qualité de vie de l'urbain que comme une défense d'un milieu d'activité économique. » (Elu angevin, délégué à la Communauté d'Agglomération)

L'agriculture autour d'Angers est diverse, les exploitants sont assez jeunes et les exploitations viables dans l'ensemble. La principale menace pour cette activité est l'artificialisation des terres. Collectivement, la profession agricole ne formule pas d'autre projet que de se maintenir, ou plutôt de maîtriser son déclin sur le territoire de l'agglomération. La maîtrise du rythme et des lieux d'artificialisation du territoire est donc la principale revendication portée par la profession agricole.

Le projet intercommunal était dès sa première formulation compatible avec les ambitions professionnelles : les perspectives « urbaines » de densification, de maintien de l'agriculture sur les zones humides, de développement de la filière horticole convergent avec la volonté de préservation de l'activité agricole des professionnels.

2.3.2. *Elaborer une conception commune du rôle territorial de l'agriculture*

Malgré ce consensus apparent quant au projet territorial, des discussions importantes ont eu lieu et sont encore à l'œuvre pour faire valoir le rôle territorial de l'agriculture. En effet, la première version du projet d'agglomération d'Angers signalait l'importance de l'agriculture pour le maintien d'une infrastructure verte. Ce sont les agriculteurs siégeant au Conseil de Développement qui ensuite ont fait valoir le fait que l'agriculture est d'abord une activité économique. Pour cela ils ont mobilisé des indicateurs courants pour la description d'autres secteurs d'activité économique (nombre d'entreprises, emploi, description de filière). Cette argumentation révèle d'abord la différence de conception de l'agriculture entre les parties prenantes. Elle a de plus un enjeu pratique majeur : faire valoir la nécessité de préserver certaines ressources territoriales conditionnant le maintien de l'agriculture (l'espace bien sûr mais aussi les infrastructures de transport, la main d'œuvre). Elle est fondée sur l'idée que les choix d'aménagement du territoire se discutent principalement autour d'arguments économiques, et que la connaissance de la valeur économique directe de l'agriculture (et non pas seulement induite par des aménités de cadre de vie) permet de justifier plus facilement le maintien d'espaces agricoles.

Partout, les enquêtés s'accordent sur le rôle de l'agriculture en matière d'entretien du territoire : de production de paysages, de maintien d'écosystèmes parfois fragiles, d'entretien d'espaces inutilisables par la ville. A Angers comme à Cholet c'est cette vision de l'agriculture qui fonde sa prise en compte par la collectivité locale. Dans le Choletais, la politique intercommunale, de sectorielle est devenue territoriale. Les acteurs qui envisageaient d'abord l'agriculture comme une activité économique ont progressivement légitimé le maintien de leur action par la multiplicité de ses rôles territoriaux. On a assisté au processus inverse à Angers. L'agriculture a d'abord été envisagée en fonction de sa participation à la construction du cadre de vie, ensuite les représentants professionnels ont fait valoir sa dimension économique. Dans tous les cas, la multiplicité des rôles possibles de l'agriculture dans le territoire facilite sa prise en compte par la collectivité locale. Ensuite, la convergence des projets des groupes d'acteurs passe davantage par l'élaboration d'une conception commune du rôle de l'agriculture dans le territoire que par des concessions réciproques autour d'engagements pratiques.

2.3.3. *Légitimer la participation de la profession agricole à la gestion du territoire*

Plus que sur le projet territorial, les discussions institutionnelles ont porté à Angers sur le rôle de l'agriculture et sur les conditions dans lesquelles un maintien de l'agriculture était possible. Le fait d'ouvrir des discussions pratiques est une façon pour la profession agricole de faire valoir ses compétences (au sens sociologique) en matière de développement agricole. Elle revendique ainsi sa participation à la gestion des territoires périurbains. Les discussions et les projets à l'œuvre entre intercommunalité et institutions agricoles portent de fait sur le partage des connaissances et sur les modalités de participation aux décisions. Les parties prenantes discutent en fait de leur légitimité respective à intervenir dans la gestion de ces ressources, c'est à dire qu'elles mettent en débat le sens même de leur relation.

2.3.4. *Diversité des projets d'usage et de gestion*

Enfin, les transactions à l'œuvre sont des confrontations de projets pour des territoires spécifiques. Le consensus global obtenu à Angers masque la diversité interne du projet

d'agglomération : les basses vallées angevines sont avant tout envisagées comme un espace récréatif et une réserve écologique ; d'autres espaces sont d'abord perçus comme des coupures d'urbanisation ; d'autres enfin sont affirmés par la collectivité comme des espaces agricoles. Cette identification d'usages sur des zones délimitées relève à la fois d'une reconnaissance de la localisation différenciée d'usages (au sens normatif) sur le territoire de l'agglomération et des prémices de projets d'aménagement et de développement d'activités visant à développer de manière différenciée ces catégories d'usage (construction d'habitat, aménagement de chemins, soutien financier aux agriculteurs développant des pratiques favorables au respect de la biodiversité...). A travers ces projets d'usage principal, l'agglomération ne nie par la coexistence de catégories d'usage différenciées sur un même espace mais indique une orientation politique affectant l'ensemble des activités localement. Ainsi, comme le résume une agricultrice siégeant au Conseil de Développement de l'Agglomération, sur les basses vallées angevines « (...) *on n'attend pas de l'agriculture qu'elle y fasse de la richesse, même si pour l'agriculteur il faut aussi qu'il trouve quand même du revenu. Par contre là ce qu'on nous demande c'est d'être nickel d'un point de vue environnement, pas polluer, enfin des pratiques agri-environnementales irréprochables et puis surtout d'avoir un espace joli, entretenu, agréable, attirant, parce ce qui fait l'attraction d'une agglomération comme la nôtre c'est aussi la qualité des ces espaces paysagers et aujourd'hui ça reste quand même bien l'agriculture qui est le principal faiseur de paysages* ». En revanche les producteurs du Sud et de l'Est de l'agglomération sont au cœur d'un projet de territoire local valorisant le potentiel économique de la filière végétale : « *Aujourd'hui, certains élus de l'agglomération attendent qu'il soit fait plus de valeur ajoutée dans le domaine du végétal pour aussi s'en servir comme secteur d'employabilité. Et ça c'est assez nouveau, parce que très longtemps, il y a 10, 15 ans par exemple, on pouvait bétonner et faire mieux que de l'agriculture à peu près partout.* » (agricultrice siégeant au Conseil de Développement) Ainsi à travers la discussion du projet d'agglomération se négocie une conception différenciée des activités agricoles en fonction des productions mais surtout en fonction de leur localisation sur le territoire et de leur aptitude à s'inscrire dans un projet d'usage principal du territoire.

L'accord sur des projets d'usages principaux se traduit également en terme de pouvoir : la Communauté d'Agglomération adopte des postures différenciées vis-à-vis de la gestion de territoires spécifiques, en fonction de ces projets d'usage. Ainsi par exemple, les basses vallées angevines étant perçues comme un espace récréatif et une réserve écologique elle en revendique la gestion. En 2004, la Communauté d'Agglomération est d'ailleurs entrée en conflit avec l'ADASEA et la Chambre d'Agriculture pour obtenir l'animation du site Natura 2000 des basses vallées angevines. A contrario elle ne s'investit pas au-delà de sa compétence en urbanisme pour la gestion d'autres espaces agricoles.

La finalité de la transaction semble ainsi de s'accorder sur un projet d'usage principal d'un territoire. Selon la nature de cet usage, la gestion de la ressource territoriale sera accordée à l'un ou l'autre des groupes d'acteurs ou sera partagée.

Conclusion

L'élaboration des Projets d'Agglomération d'Angers, Cholet et Saumur permet d'observer comment la place de l'agriculture dans le projet territorial peut devenir ou non un objet de transaction sociale entre agriculteurs et collectivités locales. Cette problé-

matiation a lieu quand une interaction gênante entre ville et agriculture est perçue par des agriculteurs et leurs représentants et/ou par les élus des collectivités locales. Il peut s'agir de projets d'affectation des espaces incompatibles ou encore du développement de pratiques urbaines sur des espaces agricoles. Plus rarement, les parties prenantes identifient des opportunités communes, quand développement agricole et local vont de pair. Il arrive parfois au contraire qu'aucun objet central n'émerge, quand par exemple la coexistence d'usages diversifiés sur un même espace n'est pas envisagée, on assiste alors à une partition du territoire entre espaces dévolus à l'agriculture et espaces dévolus à l'urbanisation. Cela induit une forme de délégation tacite de la gestion des espaces ou des activités à l'agriculture (ou à la ville dans le cas inverse).

L'interdépendance qui fonde les processus de transaction est donc un construit social. Le processus de construction de cet objet est influencé par l'ancienneté des relations entre profession agricole et collectivités locales, par la présence au sein des institutions locales d'acteurs en situation de multi-appartenance, jouant un rôle de porte parole voire de médiation. Ainsi la socialisation primaire des participants est parfois déterminante dans le fait de porter l'agriculture comme un objet de discussion (Gaxie, 1996). C'est le cas notamment dans le Choletais où des maires ruraux justifient leur intérêt pour l'agriculture par leur seule origine sociale. Mais cela ne suffit pas à expliquer le processus de construction des problématiques agricoles dans la mesure où l'agriculture est localement très diversifiée tout comme les conceptions de sa place dans le territoire. Ainsi le concernement particulier des participants, dans le cadre de leur activité agricole, de leurs responsabilités professionnelles ou électives, oriente la formulation des objets de transaction. Autrement dit l'écriture des projets d'agglomération saisit et transforme les conceptions de participants quant à la place de l'agriculture dans le territoire, qui se construisent à travers leurs parcours professionnel et de responsables. Enfin, la multiplicité des conceptions possibles du rôle de l'agriculture facilite sa prise en compte dans les projets de territoire. L'économie, l'emploi, l'entretien du territoire, le patrimoine culturel sont autant de dimensions de l'agriculture qui l'introduisent dans des débats locaux.

Le dialogue s'instaure alors autour de deux objets : la requalification du rapport social entre participants (quel est le rôle de l'agriculture sur le territoire ?) et la transformation de leurs rapports de pouvoir, en l'occurrence l'évolution du partage de la maîtrise de ressources territoriales.

Les transactions observées portent sur l'affectation des sols et/ou sur la gestion de ressources territoriales non exclusives (paysage, eau). Dans le premier cas, la maîtrise de l'affectation des sols est très inégalement répartie entre profession agricole et collectivités locales : les premiers détiennent un savoir professionnel (types d'occupation des sols, pérennité des entreprises), alors que les seconds ont la compétence juridique d'affectation. Les discussions se focalisent alors sur le rôle territorial de l'agriculture. Cette requalification du rapport social entre participants ainsi que le partage inégal des savoirs pratiques justifient l'intervention de représentants agricoles dans des débats sur l'affectation des sols. Dans le deuxième cas, il s'agit d'articuler des usages diversifiés sur un espace agricole. Le partage initial de la maîtrise des ressources territoriales est plus équilibré : les collectivités peuvent imaginer des outils incitatifs ou contraignants pour modifier la gestion d'une ressource sur des espaces agricoles, mais les agriculteurs sont d'emblée envisagés comme les seuls maîtres d'œuvre possible. Les discussions portent

alors soit sur des projets partenariaux, soit sur des concessions pratiques réciproques. Quand une transaction s'instaure entre profession agricole et élus locaux, ces deux cas sont souvent mêlés. La reconnaissance de la multiplicité des interdépendances entre agriculture et développement urbain autour de ressources territoriales diverses, de la capacité de l'agriculture à participer à des projets d'usage urbain du territoire sont l'objet de transactions dont l'enjeu est l'évolution des dispositifs de gestion de ressources territoriales vers une gouvernance partagée.

Moins que la description de ces tensions entre usages (ou projets d'usage), c'est la façon dont les acteurs les résolvent qui nous a intéressé. Nous avons observé des formes de discussion diversifiées portant sur les rôles de l'agriculture et sur le projet urbain. Quand une discussion s'instaure, profession agricole et collectivité locale occupent des positions très inégales dans la transaction. La collectivité locale propose un projet d'aménagement et d'usage du territoire. En revanche la profession agricole n'a d'autre intention que de maintenir ses activités sur le territoire, sa posture consiste donc plutôt à discuter son rôle territorial, à faire valoir les conditions dans lesquelles elle peut participer au projet de la Communauté d'Agglomération. Au final, nous observons une convergence des projets d'usage du territoire. Elle reflète la reconnaissance par les agglomérations étudiées de l'intérêt du maintien de l'agriculture à leurs marges dans le cadre du maintien d'une activité économique importante localement, mais aussi (et surtout pour certains) dans la mesure où l'agriculture participe à l'attractivité résidentielle des territoires, à leur ouverture à des activités récréatives ou à la préservation de l'environnement. Plus que des processus d'adaptation de l'agriculture à un contexte urbain, où la profession agricole proposerait et négocierait un projet de développement valorisant les ressources territoriales périurbaines spécifiques, il s'agit bien de la prise en compte des conditions de maintien de l'activité agricole dans une dynamique territoriale orchestrée par des villes. Une transaction asymétrique s'instaure, puisque c'est bien la collectivité locale qui propose et organise la discussion autour du projet de territoire. Pourtant, autant que le rôle pratique que peut jouer l'agriculture pour le maintien ou la transformation d'usages du territoire, c'est la légitimité même de l'intervention de la profession dans la gestion des ressources territoriales qui est en jeu. L'émergence récente de ces scènes de discussion entre profession agricole et collectivités locales devrait encourager les agriculteurs à s'engager dans un dialogue véritable, qui porterait aussi bien sur les conditions de maintien de l'agriculture au sein d'une dynamique urbaine comme c'est parfois le cas aujourd'hui, que sur des projets de développement de l'agriculture. La reconnaissance des rôles territoriaux de l'agriculture par les collectivités locales nous paraît constituer une opportunité pour la profession agricole de s'engager dans une négociation plus équilibrée sur le partage des ressources territoriales à travers l'élaboration symétrique de projets de territoire : agricole et urbain.

Annexe

Tableau 2 : Présentation du corpus d'entretiens

Zone d'Angers	
<i>Communauté d'agglomération</i>	Vice-président « espace rural » Vice-président « urbanisme et déplacements » Responsable du service urbanisme Chargée de mission espace rural
<i>Sur 4 communes périurbaines et la ville d'Angers</i>	Trois élus adjoints à l'urbanisme, l'environnement ou l'espace rural Directeur des services Chargée de mission Agenda 21
<i>Profession agricole</i>	Elue chambre d'agriculture siégeant au conseil de développement
<i>Autres</i>	Président du conseil de développement
Zone de Cholet	
<i>Communauté d'agglomération</i>	Vice présidente « aménagement agriculture » (agricultrice) Elu « aménagement agriculture » Responsable du service aménagement
<i>Sur 2 communes périurbaines et la ville de Cholet</i>	Deux élus (adjoint ou maire) Chargée de mission aménagement de Cholet
<i>Profession agricole</i>	Elue chambre d'agriculture par ailleurs vice présidente de l'agglomération
Zone de Saumur	
<i>Communauté d'agglomération</i>	Vice-président « aménagement » Vice-président « environnement » Déléguée communautaire « environnement »
<i>Sur 4 communes périurbaines et la ville de Saumur</i>	Quatre élus (maires ou adjoints) Responsable du service urbanisme de la ville de Saumur
<i>Profession agricole</i>	Agriculteur siégeant au conseil de développement
<i>Autres</i>	Directeur de l'Office de tourisme du Saumurois

Bibliographie

- Blanc, M., 1992. *Pour une sociologie de la transaction sociale*. L'Harmattan, Paris.
- Cadene, P., 1990. L'usage des espaces péri-urbains, une géographie régionale des conflits. *Economie rurale* 118-119, 235-267.
- Callon, M., Lascoumes, P. Barthe, Y., 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Le Seuil, Paris.
- Chardon, E., 1993. *Les conflits d'usage sur un territoire, sociologie rurale*. Thèse de sociologie de l'université Paris X, Nanterre.
- Gaxie, D., 1996. *La démocratie représentative. Clefs politique*, Montchrestien, Paris.
- Germain, P., Thareau, B., 2004. *Le regard des villes sur leur agriculture proche*. ESA, Rapport d'étude pour le CNASEA, Angers, 154 p.
- Humeau, J.B., 2004. *De nouvelles polarités pour le développement de l'agglomération du grand Angers*. Conseil de Développement du pays et de l'Agglomération d'Angers, Angers, 46 p.
- Ifen, 2003. *L'artificialisation s'étend sur tout le territoire*. Données de l'environnement, 80.
- Jouve, A.M., Napoleone, C., 2004. *Le foncier entre le rural et l'urbain, une clef d'analyse*, Observatoire rural - urbain. 10 juin, LADYSS, Nanterre.
- Le Caro, Y., 2002. *Usages récréatifs de l'espace agricole*. Thèse de géographie de l'université Rennes 2.
- Perrier-Cornet, P., 2001. La dynamique des espaces ruraux dans la société française: un cadre d'analyse. *Territoires* 2020, 3, 61-74.
- Rémy, J., Voyé, L., 1981. *Ville, ordre et violence, formes spatiales et transaction sociale*. PUF, Paris.
- Thareau, B., 2005. *Transactions pour la gestion de territoires périurbains. Le rôle d'agriculteurs élus municipaux*. Actes du colloque « Faire Campagne », 17 et 18 mars 2005, CNRS, Rennes.
- Thoenig, J.C., 1986. La décentralisation sur le terrain. *Futuribles* 95, 3-24.
- Torre, A., Aznar, O., Chia, E., Guérin, M., Lefranc, Ch., Caron, A., Bonin, M., Jeanneau, Ph., Kirat Th., Paoli J.C., Thion, P., 2005. *Conflits et tensions autour des usages de l'espace au sein des espaces ruraux et périurbains Le cas de la Région Rhône-Alpes et de quatre autres espaces français*. Communication au Symposium international «Territoires et enjeux du développement régional», Lyon 9-11 mars 2005.